

2017, Révolution numérique : Quel avenir pour le travail et l'emploi ?

Bref compte-rendu, Pierre Deransart

Le PCF ouvre un débat le 1er mars 2017 à 19h, à l'espace Niemeyer, 2 place du Colonel Fabien 75019 Paris

<http://www.pcf.fr/96663>

Sécurisation des parcours de vie, créativité, émancipation, passion - contre - chômage, uberisation, aliénation, burn-out, « jobs à la con »

Introduction, organisation Yann Le Pollotec, ylp@pcf.fr

Thème introductif

Un spectre hante les élections de 2017 : la révolution numérique et ses conséquences sur le travail et l'emploi. Certains donnent dans le techno-béat en faisant de l'uberisation et des start-up le remède au chômage, d'autres versent dans le techno-catastrophisme en prédisant la fin du travail et proposent un revenu universel.

La question des rapports du numérique avec le travail et avec l'emploi, n'est cependant pas abordée sur le fond, alors qu'elle est déjà cruciale dans le quotidien des travailleurs et dans les luttes sociales : uberisation, droit à la déconnexion, notation numérique, transformation digitale des entreprises et des services publics.

La robotisation fut-elle assistée de l'intelligence artificielle ne signifie pas la mort du travail humain, car contrairement aux robots seuls les êtres humains sont capables de donner du sens à leur activité.

Des études prédisent une destruction massive d'emplois par le numérique en annonçant d'ici dix ans la disparition de 47% des emplois existants, d'autres sont plus circonspectes et avancent une perte de 9%. Le numérique génère donc des gains de productivité considérables dont l'utilisation est affaire de lutte des classes: vont-ils aller à la finance ou à la réduction massive du temps de travail, à l'avancement de l'âge de la retraite, à la formation, à la sécurisation des revenus, à la création de nouveaux emplois répondant à de nouveaux besoins humains y compris suscités et rendus possibles par le numérique ?

Le digital détruit de l'emploi salarié et crée dans le même temps un prolétariat des plateformes numériques qui ne bénéficie pas des protections d'un contrat de travail.

Avec le numérique, le travailleur fait moins appel à sa force physique, à sa mémoire, ou aux automatismes mentaux, mais il est astreint à des injonctions à s'adapter, à réagir toujours plus vite et plus, à créer et à innover en permanence dans un environnement où il doit « coopérer » avec des robots, avec à la clef une perte de maîtrise, le burn-out et l'invasion de la vie privée par le professionnel.

Le nouveau avec le numérique c'est la rapidité des changements, leur accélération, leur brutalité, et l'insécurité sociale qu'il génère. Il pose donc la question de la sécurisation des revenus tout au long de vie qui est peut être abordée de multiples manières : revenu universel, salaire à vie, extension à tous du statut d'intermittent, sécurité d'emploi et de formation.

À partir de l'expérience concrète des mutuelles de travail, en posant les questions du financement, de la fiscalité et en dénonçant la vision libérale d'un revenu de base de misère se substituant aux allocations sociales, ouvrons le débat, faut-il une sécurité d'emploi et de formation, un salaire à vie, une extension à tous du statut d'intermittents du spectacle ?

Les craintes et les dangers sont aussi forts que les aspirations et les possibles. Il est urgent de co-construire des réponses progressistes face aux bouleversements engendrés par la transformation numérique. Si les citoyens ne s'occupent pas du numérique, d'autres s'en occuperont au bénéfice de leurs seuls intérêts en réduisant à l'impuissance la démocratie politique et sociale.

Interventions préalable de 8 « grands témoins » (vidéos, connections synchro ou présence en salle), puis table ronde. Pas de débat avec la salle, lequel est renvoyé à l'automne prochain, aux 3 journées prévues sur « les états généraux de la révolution numérique ».

Michel Lallement (chercheur au CNAM. *L'Âge du faire, Hacking, travail, anarchie, Seuil, 2015* : « *En expérimentant une utopie concrète, les hackers font plus qu'imaginer une autre manière de travailler. C'est une nouvelle grammaire du vivre ensemble que, sous nos yeux, ils sont en train de composer* ») intervient sur les nouveaux modèles et formes de travail à expérimenter. Dans ces cadres nouveaux, le travail qui était associé à « souffrance » hier, peut être associé à plaisir ou passion. Les nouvelles technologies mises en œuvre permettent de créer de nouvelles relations face à la compétitivité. Il y a enrichissement des gestes métiers avec la réalité augmentée. Il y a possibilité de sortir de la domination hiérarchique, de redonner du sens et de l'efficacité au travail.

Laurence Allard (Fablab de Nuit Debout, <http://culturesexpressives.fr/doku.php>, *Téléphone Mobile et Création, sous la direction de Laurence Allard, Roger Odin et Laurent Creton, Armand Colin, 2014. Participation à Nuit Debout : « l'idée d'une Nuit Makeuse fait son chemin et a déjà son wiki ; lancée par la sociologue et hackeuse Laurence Allard, de Labo Citoyen » <http://www.makery.info/2016/04/19/nuit-debout-preparer-la-nuit-makeuse>) intervient sur les groupes de hackers/makers, gens « cassés » par l'école et qui ont une vocation pour ces activités. Ils se retrouvent dans des fablabs ; peuvent être qualifiés de bitcoiniens (NDLR allusion à une monnaie numérique supranationale autogérée hors banques et largement utilisée par des mafieux) ou libertariens.*

Sébastien Broca (chercheur sur les logiciels libres et les Communs, *Utopie du logiciel libre - Du bricolage informatique à la réinvention sociale*, *Le passager clandestin*, 2014. « La vie politique à venir a beaucoup à apprendre de cette utopie concrète. Le logiciel libre nous apprend à construire des formes alternatives, et pas simplement en discuter ou en débattre ») parle de l'utopie du logiciel libre à l'opposé du « digital labor » (NDLR travail dirigé par les robots). Les deux créent de la valeur hors salariat traditionnel, mais le « digital labor » consiste à développer des plateformes distribuant des micros tâches à une échelle transnationale (exemple de la « mechanical Turk » d'Amazon) sans aucune préoccupation du statut de ceux qui les réalisent. On parle maintenant de « data labor » en liaison avec l'industrie du « big data ».

Bernard Friot (Réseau Salarial, <http://www.reseau-salarial.info>) après avoir souligné les avancées historiques concernant l'emploi (salaire à la qualification, cotisation au régime général de la sécurité sociale, droits du code du travail) constate l'évolution actuelle d'un patronat qui veut en finir avec l'emploi. Une particularité est que même des diplômés veulent sortir de l'emploi. Le pouvoir veut compenser cette insécurité généralisée par un revenu de base et le CPA. Le plein emploi n'est pas non plus une solution. Il faut un salaire continué. Les intermittents ont obtenu un tel salaire sans employeurs. La proposition de revenu contributif de Stiegler est une imposture, c'est de l'infra-emploi. Le numérique en soi n'apportera pas la solution. Il faut augmenter les cotisations pour permettre l'instauration d'un salaire à vie (NDLR c'est un raccourci, se référer aux publications de Bernard Friot et aux documents de RS).

Michel Bauwens (Fondation P2P, <https://p2pfoundation.net/>, *Sauver le monde, vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*, Les liens qui Libèrent, 2015) considère que le P2P est un nouveau paradigme qui est en train de voir le jour au sein du capitalisme. Nous sommes dans une période de transition où le précaire est nouvelle forme de classe ouvrière. Il est partisan du revenu de base qui reconnait alors que la société civile est productive. Cette économie nouvelle, dans laquelle la valeur des « communs » est décidée par les commoneurs hors du marché capitaliste, est basée en grande partie (mais pas seulement) sur les NTIC qui permettent la multiplication de coalitions génératives sur un mode virtuel (NDLR ce n'est pas exactement ce que MB a dit ce soir mais un résumé basé aussi sur l'approche de M. Bauwens telle que présentée dans un débat avec Bernard Friot).

Denis Durand (section économique du PCF. Entretien croisé avec Christine Jakse <http://www.pcf.fr/sujets/981>) note qu'il y a une tendance générale à vouloir s'émanciper du marché du travail (voir les luttes contre la loi el khomri) ainsi qu'une tendance du développement technologique à vouloir marginaliser le travail humain et précariser les travailleurs. Les projets de la gauche réformiste ne mènent à rien car les leviers de décision restent chez les grands capitalistes financiers. L'état « employeur » n'est pas non plus une solution. La gestion des entreprises doit changer. Pour le PCF, il faut partir de ces contradictions pour conquérir les moyens de progresser. « Le Parti communiste propose de lutter tout de suite pour la construction d'un système de sécurisation de l'emploi et de la formation (cf. la proposition communiste pour une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation et aussi, dans le numéro 744-745 d'Économie et politique, le dossier « Revenu de base ? Mauvaise réponse à de vraies questions ») permettant à chacun d'alterner tout au long de la vie active entre l'exercice d'un travail salarié, une formation ou d'autres activités. Une alternance des rôles permettant pour chacun une trajectoire assurant une sécurité de droits et de revenus et rendant concrètement possible une éradication progressive du chômage ».

Sophie Pène (Vice-présidente du Conseil national du numérique, <https://cnumerique.fr/sophie-pene/>, intelligence artificielle <https://cri-paris.org/team/sophiepene/>) s'intéresse particulièrement à toutes les formes d'enseignement Liées aux NTIC, particulièrement dans le cadre de l'impulsion que représente le plan IA pour la France (Intelligence Artificielle) : enseignement du code informatique dès les petites classes, MOOC, robotique, management des robots, etc. Il y a un énorme besoin de formation face à la montée en capacité des algorithmes, liée au développement du « deep learning ». Le discours européen insiste sur le besoin de ressource pour « être plus humain qu'un robot » ! On va vers une automatisation de l'enseignement (robots compagnons d'études). Face à cette évolution, une question importante : comment les collectifs peuvent-ils prendre le pouvoir pour contrôler leur travail ?

Sébastien Elka (Ingénieur, co-rédacteur revue Progressistes, *La révolution informationnelle : d'une logique de progrès à une logique de profit. Le cas de l'industrie aéronautique européenne*, <http://www.pcf.fr/28202>) l'usage toxique des outils numériques qu'imposent les exigences de rentabilité financière de plus en plus prégnantes dans le secteur aéronautique comme ailleurs. Les logiciels libres préfigurent sans doute une économie post-capitaliste de la contribution. D'ores et déjà les capacités d'échange, de partage et de traitement des informations ouvertes par les réseaux numériques pourraient être le socle technologique de nouveaux pouvoirs obtenus par les salariés, dans les entreprises et, au-delà, dans les chaînes intégrées de sous-traitance. Le numérique fournit des outils pour un mouvement vers une émancipation.

Table ronde :

Pierre Laurent (Secrétaire national du PCF)

Noémie de Grenier (codirectrice générale de Coopaname <http://www.coopaname.coop/>)

Diana Filippova (éditorialiste, membre de l'ONG Ouishare <http://ouishare.net/>),
Sophie Binet (secrétaire générale adjointe de l'UGICT-CGT en charge de l'égalité femmes-hommes)
X (NDLR nom non noté, à compléter)

Sophie Binet (CGT) considère que la question centrale est la réduction du temps de travail (semaine à 32h seule façon de lutter efficacement contre le chômage), et de mettre le développement du numérique au service de l'humain. Il s'agit ainsi de protéger la transition numérique en évitant sa captation par le capital.

Elle insiste sur la centralité du travail et la nécessité d'avoir des droits pour éviter la capitalisation des richesses liées au numérique. Sous l'emprise du numérique se développe du micro travail et de l'hyper subordination. Le big data n'est pas forcément synonyme de liberté, c'est aussi un « Sherlock Holmes électronique ».

Diana Filippova (Ouishare) note l'émergence de nouvelles formes de travail sortant des cadres traditionnels. On voit des jeunes qualifiés qui ne veulent pas être salariés. Pourquoi ? Les nouveaux modes de production proposent de nouveaux modes de subordinations. Tendance à capter l'âme, l'essence même. Libérer des contradictions et donner du sens au travail.

Noémie de Grenier (Coopaname) indique qu'une coopérative comme Coopaname permet de fédérer des travailleurs indépendants. Il s'agit de se réappropriier les nouvelles technologies au service d'autres objectifs.

X La majorité des travailleurs sont encore dans le capitalisme traditionnel (capital important et travail parcellisé) ; dans les nouvelles formes du capitalisme ce serait plutôt peu de capital et beaucoup de relations.

Pour **Pierre Laurent**, « la fin du travail » est un thème qui angoisse car cela touche au sens même de l'activité humaine. C'est au cœur de la souffrance au travail. Il faut discuter de ce qu'est le travail et voir aussi que tout change :

l'environnement, les activités. Il faut passer à un autre âge de droits sur le travail. Il faut pouvoir travailler et se former. Problème du temps démocratique. Le système politique est hors-jeu. Il faut créer des espaces de rediscussions démocratiques. Et Pierre Laurent de conclure sur les inégalités sociales qui empêchent des batailles conquérantes.

Pour aller plus loin (NDLR) :

Conférence de Jean Lojkin [http://www.gabrielperi.fr/assets/files/mp4/FGP_Medias_Lojkin_Video_mp4\(1\).mp4](http://www.gabrielperi.fr/assets/files/mp4/FGP_Medias_Lojkin_Video_mp4(1).mp4) , 4ème séance du séminaire Médias et émancipation, "Quelle alliance de classe pour la révolution informationnelle ?" 28 septembre 2016

<http://www.ugict.cgt.fr/articles/actus/transformation-numerique-apec> Selon l'étude de l'APEC intitulée « cadres et entreprises, regards croisés sur la transformation du rôle des cadres », 87 % des cadres et 95 % des RH estiment que la transformation numérique des entreprises a un impact global positif (dont respectivement 13 % et 21 % très positif).

<http://www.ugict.cgt.fr/articles/actus/digital-labor-debat> L'Ugict-CGT organise une soirée débat avec Antonio Casilli (sociologue et spécialiste des réseaux sociaux), le 29 mars à 17h30, au siège de la CGT (en salle du CCN), autour de la thématique de l'uberisation, et plus largement de la transformation numérique qui impacte le travail et le syndicalisme. Les inquiétudes actuelles face aux vagues d'uberisation et d'automatisation qui touchent le système productif international poussent à interroger les formes traditionnelles du syndicalisme et du dialogue social.

Les analyses actuelles font souvent l'impasse sur les spécificités du travail à l'heure des plateformes. Ce dernier n'est pas seulement caractérisé par la précarisation des travailleurs "à la demande", mais par la tâcheronnisation et de dataification de tous les métiers.

Dans la mesure où tout travail se transforme en "digital labor", les emplois sont menacés par deux forces complémentaires et, jusqu'à maintenant, peu reconnues. D'une part, on assiste à l'émergence d'énormes marchés du *micro-travail* sur internet, strictement liés aux intérêts des entreprises nationales, qui délocalisent de manière sournoise un nombre croissant d'activités. De l'autre, les entreprises se platformisent en assumant la forme d'écosystèmes où tous les acteurs sont transformés en producteurs : les clients, les consommateurs finaux, les foules anonymes.

Face à cette décomposition numérique de la force de travail, des nouvelles conflictualités se manifestent. Au niveau international, un syndicalisme de nouvelle génération fait surface, orienté vers la mise en place d'alternatives au capitalisme des plateformes : du "platform cooperativism", au communs, au fairwork.